



Faire des objectifs sociaux la composante centrale de la « stratégie de Lisbonne »

UETDC : des sociétés divisées n'attirent pas des investissements

L'Unification Européen se base sur plus que la concurrence

Bruxelles, 23 mars 2006

Dans le cadre de la révision nécessaire de la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi (« stratégie de Lisbonne »), l'Union Européenne des Travailleurs Démocrates Chrétiens (UETDC) salue les principales déclarations du Conseil sur l'emploi, la politique sociale, la santé et la protection des consommateurs ; **elle critique quand même chaque tentative de réduire l'UE au seul aspect de la concurrence**. Les mesures suivantes sont nécessaires :

1. La mise en œuvre des mesures concrètes.
2. Concentration des mesures sur l'offre de la main-d'œuvre ainsi que sur certains groupes cibles encore désavantagés : jeunes, femmes, travailleurs âgés, personnes souffrant d'un handicap, immigrants et minorités.
3. Mesures pour les personnes peu qualifiées et les personnes touchant de faibles revenus (comme notamment les personnes marginalisées du marché du travail) afin de surmonter les défis de la globalisation.
4. Règlement du problème de la flexibilité et de l'emploi afin que les besoins des travailleurs et des entrepreneurs soient pris en compte.

L'UETDC salue notamment la déclaration du ministre du travail et des affaires sociales selon laquelle les objectifs sociaux constituent une composante centrale de la « stratégie de Lisbonne ».

L'UETDC demande cependant au Conseil de poursuivre son analyse et de reconnaître que le problème de l'Europe ne se situe pas seulement au niveau du manque d'emplois : le spectre de la pauvreté continue à s'étendre. Le chômage, les faibles revenus et l'insécurité des emplois ne permettent pas aux personnes concernées de planifier leur vie ou d'obtenir des qualifications supplémentaires : le danger d'une division profonde de nos sociétés croît de plus en plus.

L'application actuelle de la stratégie de Lisbonne contribue à renforcer ce danger. Il semble que l'accent unilatéral mis sur la concurrence et la croissance économique effrénée ait conduit à une diminution de plus en plus importante des salaires, à une plus grande exigence de flexibilité des horaires de travail, à une diminution des impôts sur les bénéfices des sociétés ainsi qu'à une dégradation des droits de protection (comme la protection contre la résiliation des contrats de travail).

Dans ce contexte, il n'est pas possible d'assurer le développement d'une société productive basée sur les connaissances et sur des citoyens conscients, fortement motivés et hautement qualifiés.

Et il ne sera sûrement pas possible de développer cet organisme fragile et disparate que représente l'Union Européenne des peuples et des régions. Ceux qui envisagent l'UE sous le simple aspect de la concurrence dénigrent leur propre objectif.

Sur le long terme, le fait de prendre uniquement en compte les intérêts des entreprises (comme par exemple dans le cadre de la révision de l'acquis communautaire ou de la législation européenne actuelle) ne contribuera pas à promouvoir la compétitivité.

Si nous perdons de vue l'objectif de la cohésion sociale, nous ne produirons pas de sociétés dans lesquelles il sera agréable de vivre et de travailler. Bien au contraire, des sociétés divisées qui ont de moins en moins d'enfants ne sont pas porteuses d'avenir et n'attirent déjà plus des investissements.

L'affirmation de la concurrence et du marché intérieur requiert par conséquent la reconnaissance positive du respect des droits sociaux.

La compétitivité à long terme nécessite le maintien de la paix sociale ainsi qu'une politique active de cohésion sociale.

L'UETDC demande donc au Conseil et à la Commission européenne de **réviser la « stratégie de Lisbonne » afin que celle-ci corresponde à l'ensemble des objectifs de l'Union.**

Du point de vue institutionnel, ces objectifs peuvent être mis en œuvre de manière optimale au niveau de l'UE en **renforçant le rôle du Parlement Européen ainsi que des partenaires sociaux et des organisations sociales.** La réalisation de ce travail de réforme doit s'effectuer le plus rapidement possible.

L'Union Européenne des Travailleurs Démocrates Chrétiens (EUTDC) se compose de 22 organisations de travailleurs issues de 16 pays différents et est une association du Parti Populaire Européen (PPE). Responsable : Christoph Weisskirchen, secrétaire général. Téléphone : 0032 2 285 4164, fax : 0032 2 285 4141, e-mail : euCDW@epp.eu, site Internet : www.euCDW.org